

## L'ONU remercie la Belgique pour son engagement dans les Grands Lacs

@rib News, 01/04/2014 â€“ Source Belga Le Secrétaire-Général de l'ONU Ban Ki-moon (photo, à droite) a été reçu mardi durant environ une demi-heure par le Premier ministre belge Elio Di Rupo (photo, à gauche), à la résidence de fonction du chef du gouvernement. Il a notamment remercié la Belgique pour son implication en faveur de la paix dans l'Est du Congo et dans la région des Grands Lacs. La Belgique reste un ardent défenseur d'une collaboration multilatérale, a affirmé M. Di Rupo, à l'issue de la rencontre.

Le Premier ministre a souligné l'importance des Nations Unies pour la paix et la prévention de la violence, mais aussi pour les progrès concernant le climat, la protection des minorités et le rôle des femmes dans le monde. Au cours de leur entretien, MM. Ban Ki-moon et Di Rupo ont abordé divers foyers de tension dans le monde: l'Est du Congo et la région des Grands Lacs, mais aussi la République de Centrafrique, l'Ukraine et la Syrie. Le prochain sommet Europe-Afrique a également été abordé. La Conférence internationale pour la prévention du génocide qui a été organisée et mardi à Bruxelles a rencontré un "grand succès", a encore dit Ban Ki-moon. Ban Ki-moon : la volonté politique, le défi pour contrer les génocides La volonté politique reste le plus grand défi de la communauté internationale pour contrer à l'avenir les génocides et les massacres de masse, a déclaré le secrétaire-général de l'ONU Ban Ki-moon à la Conférence Internationale consacrée à la prévention du génocide à Bruxelles. Le danger que peuvent représenter internet et les nouveaux médias a été largement évoqué à cette occasion. «Aucune partie du monde ne peut se servir de l'abri de massacres de masse», a averti Ban Ki-moon, devant les 124 délégations et les 37 ministres présents. Selon lui, on a tiré des leçons des génocides du passé, mais la Syrie et l'Afrique centrale démontrent que le travail n'est absolument pas terminé. Un pays ne peut ou ne veut agir pour protéger son peuple : dans ce cas, le reste du monde ne peut se contenter de regarder dans une autre direction, a souligné le secrétaire-général de l'ONU. «J'insiste une nouvelle fois sur l'opérationnalisation aussi rapide que possible du principe de la "Responsibility to Protect"», a-t-il poursuivi. Mais le travail commence par la prévention, ont souligné les experts et les hauts représentants présents à la conférence. Les génocides au Rwanda et à Srebrenica ne se sont pas produits d'un coup. Ils ont été précédés d'une longue phase de déshumanisation des minorités, avec de nombreux signaux que la communauté internationale a également perçus. Internet et les médias sociaux ne peuvent être perdus de vue, a averti Thorbjørn Jagland, secrétaire général du Conseil de l'Europe qui a insisté sur la nécessité de lois et règles contraignantes dans chaque pays, pour sanctionner les messages de haine également lorsqu'ils sont proférés via internet. Tant qu'il y a un équilibre avec le droit à la liberté d'expression, la Cour des Droits de l'homme les soutient également, a-t-il ajouté.